

CONCLUSION.

De cet examen rapide des finances provinciales il n'y a qu'une conclusion à tirer. Les faits démontrent à l'évidence que les affaires de la Province de Québec ont été administrées avec imprévoyance.

En 1867, la Province de Québec avait, outre son revenu fixe, de riantes perspectives. Son domaine territorial lui promettait d'abondantes ressources pour de longues années à venir. Ces espérances n'étaient pas vaines puisque les recettes augmentèrent chaque année. Mais nos gouvernants firent la folie d'escompter l'avenir. Au lieu d'amasser des millions en limitant les dépenses au strict nécessaire, ils augmentèrent les déboursements dans une proportion plus élevée que celle des revenus annuels.

Les conséquences de cette politique nous les avons sous les yeux. Un jour, il y eut débordement; les dépenses absorbèrent les recettes et une partie du fond de réserve. Loïn d'opposer une digue au torrent le cabinet de l'Hon. M. de Boucherville continua à hausser les dépenses annuelles, et, comme le disait un chef conservateur, l'Hon. Louis Archambault, poussa la province dans la voie de la ruine et de la banqueroute, de la taxe directe ou de l'union législative.

Au parti libéral incombe la tâche onéreuse de la réparation. Depuis un an il est à l'œuvre en faisant prévaloir une politique en harmonie avec les principes d'économie qu'il prônait dans l'opposition. Espérons pour le bonheur de la Province de Québec qu'il pourra continuer l'œuvre commencée sous de si heureux auspices. Le passé de l'Hon. M. Joly et de ses collègues est garant de l'exécution de leurs promesses. Les ministres actuels sauveront la province de la ruine et donneront des exemples de patriotisme dignes de leurs illustres devanciers dans la grande phalange libérale. En se montrant à la hauteur de sa mission l'Hon. M. Joly ajoutera des fleurons à la couronne que le libéralisme canadien porte si fièrement dans l'histoire de notre pays.
